

2. die Bedingungen für die Verwendung dieser Kennzeichnungen;  
 3. die zuständigen Stellen, welche mit der Durchführung dieser Aufgaben betraut werden; dabei ist eine klare Aufgabenteilung zwischen den Berufsverbänden und den eidgenössischen und kantonalen Verwaltungsstellen erforderlich.  
 Es wäre wünschenswert, dass Produkte, die wie beispielsweise der Freiburger Vacherin schon recht bekannt sind, den Schutz nach dem neuen Konzept in einem vereinfachten Verfahren erlangen könnten.  
 Die Schutzkriterien müssten entsprechend den geltenden Bestimmungen der Europäischen Gemeinschaft, namentlich den Verordnungen EWG Nr. 7394/92 und 2082/92, festgelegt werden, um deren Anerkennung sowohl in der EG als auch in andern Ländern, wo dies nützlich scheint, sicherzustellen.

*Texte du postulat du 18 mars 1993*

Nous prions le Conseil fédéral de définir, pour les produits qui n'en bénéficient pas encore:

1. des normes de protection, entre autres:
  - AOC Appellation d'origine contrôlée,
  - IPG Indications de provenance géographique,
  - labels etc.;
2. les critères requis pour y prétendre;
3. les instances chargées de gérer le concept avec une claire répartition des tâches entre les organisations professionnelles et les services des administrations publiques fédérales et cantonales.

Il serait souhaitable que les produits qui bénéficient déjà d'une certaine reconnaissance, par exemple le vacherin fribourgeois, puissent accéder au nouveau concept de protection selon une procédure simplifiée.

La définition des critères de protection devrait être conforme aux dispositions en vigueur dans la Communauté européenne, notamment aux règlements CE Nos 7394/92 et 2082/92, de manière à pouvoir en obtenir la reconnaissance aussi bien dans la CE que dans les autres pays où il pourrait être utile d'en bénéficier.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Berger, Bürgi, Comby, Darbellay, Deiss, Epiney, Fasel, Hess Otto, Iten Joseph, Jäggi Paul, Kühne, Leu Josef, Perey, Philipona, Rohrbasser, Ruffy, Savary, Schmidhalter, Theubet, Wyss William, Zwahlen (21)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

L'économie laitière de la Communauté européenne tend à accroître la production fromagère en raison des avantages qu'elle représente pour la valorisation du lait, comparativement à certains autres produits (beurre, poudres de lait). Il en résulte une concurrence accrue, notamment pour les fromages dits «de l'Union» qui connaissent des difficultés d'origines diverses.

Le gruyère suisse est un produit traditionnel dont la réputation a depuis longtemps dépassé nos frontières. Cependant, l'appellation n'étant pas protégée, elle s'est vulgarisée au point que, dans certains pays voisins, elle recouvre l'ensemble des pâtes dures, de qualités diverses et notamment de bas de gamme, qui s'y produisent.

Il importe donc, dans la perspective de la nouvelle politique agricole version 7e rapport, de donner aux produits phares de notre économie agricole, particulièrement le gruyère, les moyens d'affronter l'avenir avec un maximum de chances.

Des possibilités existent avec une meilleure valorisation de l'image qui allie aussi bien l'identification régionale que le savoir-faire traditionnel liés à un tel produit. L'expérience du vacherin fribourgeois, du raclette valaisan et du fromage d'Appenzel en apportent la preuve.

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates vom 12. Mai 1993*

*Déclaration écrite du Conseil fédéral du 12 mai 1993*

Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

*Überwiesen – Transmis*

93.3149

**Postulat der freisinnig-demokratischen Fraktion Textilindustrie.**

**Zutritt zum EG-Markt**

**Postulat du groupe radical-démocratique Industrie textile.**

**Accès au marché de la CE**

*Wortlaut des Postulats vom 18. März 1993*

Der Bundesrat wird eingeladen, geeignete Schritte zu unternehmen, um der Textilindustrie zu ermöglichen, den für ihre Existenz entscheidenden EG-Markt ohne Diskriminierung durch Ursprungs- und Zollnachteile beliefern zu können. Insbesondere wird der Bundesrat eingeladen, mit der EG so rasch als möglich bilaterale Verhandlungen mit dem Ziel aufzunehmen, durch eine Weiterentwicklung des Freihandelsvertrages das Problem des passiven Veredelungsverkehrs zu lösen.

*Texte du postulat du 18 mars 1993*

Le Conseil fédéral est invité à prendre les mesures nécessaires pour permettre à l'industrie textile d'accéder au marché européen, indispensable à sa survie, sans qu'elle ait à subir de discriminations fondées sur l'origine des produits ou imposées par un régime douanier différentiel.

Il est notamment prié d'engager dès que possible des négociations bilatérales avec la CE dans le but de résoudre le problème du trafic de perfectionnement passif en développant l'Accord de libre-échange.

*Sprecher – Porte-parole:* Fischer-Seengen

*Schriftliche Begründung*

Die allgemeine Rezession trifft auch die Textilindustrie stark. Ihre Kundenbeziehungen in Europa sind durch das Nein zum EWR zusätzlich belastet worden.

Zwar hätte der EWR-Vertrag auch bei seiner Annahme durch das Schweizervolk keine Lösung der Frage des passiven Veredelungsverkehrs gebracht. Unsere Behörden und die Industrie erhielten aber die Zusicherung der EG-Kommission, dass die EG in der ersten Jahreshälfte 1993 zu diesem Thema Verhandlungen aufnehmen werde. Von den Verbänden der europäischen Textilindustrie lag zudem ein möglicher Lösungsvorschlag vor. Es sollte alles daran gesetzt werden, dass diese im EWR vorgesehenen Verhandlungen nun auch im Rahmen des Freihandelsabkommens geführt werden können.

Mit Bezug auf die Textilindustrie ist ein freier europäischer Markt nur gegeben, wenn der passive Veredelungsverkehr zu einem Teil des europäischen Freihandels wird. Die Diskriminierung der Schweizer Textilindustrie besteht seit vielen Jahren und nimmt durch die steigende Bedeutung des PVV in der EG immer schwerer wiegende Dimensionen an. Die Textilindustrie hat als Folge dieser Diskriminierung auf dem für sie mit Abstand wichtigsten Markt schon viele Arbeitsplätze verloren und glaubt, dass rund die Hälfte der verbliebenen 30 000 Arbeitsplätze gefährdet sind, sollte die Diskriminierung noch länger andauern. Die Textilindustrie braucht daher heute rasche und praktikable Lösungen, die wenigstens die grössten Nachteile zu überwinden in der Lage sind. Dabei verfügt die Schweiz über starke Argumente, weist sie doch im Textil- und Bekleidungssektor mit der EG eine stark passive Handelsbilanz aus und sind darüber hinaus die bisherigen Gegner einer Lösung in der EG (Portugal und andere südeuropäische Länder) auf anderen Gebieten Nutzniesser von schweizerischen Regelungen (Landwirtschaft und Arbeitsmarkt).

*Développement par écrit*

Alors que l'industrie textile est aussi touchée de plein fouet par la récession, ses relations avec ses clients européens ont été rendues plus difficiles encore par le refus de l'EEE.

Bien que l'acceptation de l'EEE par le peuple n'eût pas résolu le problème du trafic de perfectionnement passif, elle aurait du moins amené la Commission européenne à donner aux autorités et à l'industrie suisses l'assurance que la CE aurait engagé des négociations sur le sujet dans le premier semestre de 1993. De plus, les associations de l'industrie textile européenne avaient déjà préparé une ébauche de solution. Il importe aujourd'hui de tout mettre en oeuvre pour que les négociations qui auraient vu le jour au sein de l'EEE soient engagées dans le cadre de l'Accord de libre-échange.

Du point de vue de l'industrie textile, il ne peut exister de marché européen de libre-échange que si le trafic de perfectionnement passif y est inclus. La Suisse fait l'objet de discriminations depuis de longues années et ce phénomène ne fait que s'accroître avec le développement du trafic de perfectionnement passif. L'industrie textile a déjà perdu de nombreux emplois en raison de la discrimination dont elle est victime sur le marché qui est pour elle, et de loin, le plus important. Elle estime qu'environ la moitié des 30 000 emplois restants sont mis en danger par cette discrimination. L'industrie textile a donc un urgent besoin de solutions qui règlent pour le moins les handicaps les plus graves. La Suisse a de bons arguments puisque, d'une part, sa balance commerciale avec la CE dans le secteur du textile et de l'habillement est fortement passive et que, d'autre part, les Etats qui s'opposent actuellement à une solution au sein de la CE (Portugal et autres pays du Sud de l'Europe) sont les bénéficiaires d'accords avec la Suisse dans d'autres domaines (agriculture et marché de l'emploi).

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates*

vom 5. Mai 1993

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

*Déclaration écrite du Conseil fédéral*

du 5 mai 1993

Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

*Ueberwiesen – Transmis*

93.3165

**Postulat Hafner Ursula****Vertretung der Arbeitslosenkomitees in der Aufsichtskommission der Arbeitslosenversicherung****Commission de surveillance de l'assurance-chômage.****Représentation des comités de chômeurs***Wortlaut des Postulates vom 18. März 1993*

Der Bundesrat wird ersucht, dafür zu sorgen, dass der Aufsichtskommission für den Ausgleichsfonds der Arbeitslosenversicherung ausser den Vertretern der Arbeitgeber und der Arbeitnehmer auch Personen angehören, die von den Arbeitslosenkomitees vorgeschlagen werden.

*Texte du postulat du 18 mars 1993*

Le Conseil fédéral est invité à faire en sorte que la Commission de surveillance du fonds de compensation de l'assurance-chômage comprenne, outre des représentants des employeurs et des travailleurs, des personnes proposées par les comités de chômeurs.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Bäumlin, Brügger Cyrill, Bühlmann, Bundi, Carobbio, Caspar-Hutter, Danuser, Fankhauser, Goll, Gross Andreas, Hearing Binder, Hämmerle, Herzog, Jeanprêtre, Jöri, Ledergerber, Leemann, Leuenberger Moritz, Steiger, Tschäppät Alexander, Züger (21)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Zu den Aufgaben der Aufsichtskommission gehört es, den Bundesrat im Rechtsetzungsverfahren zu beraten, über grössere Beschäftigungsprogramme zu entscheiden, im Bereiche der Präventivmassnahmen Anträge zu stellen usw. Es wäre sehr wertvoll, wenn bei der Wahrnehmung dieser Aufgaben Direktbetroffene, welche die Auswirkungen der Gesetzgebung und der verschiedenen Massnahmen am eigenen Leibe erfahren haben, ihre Erfahrungen einbringen könnten.

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates*

vom 5. Mai 1993

*Déclaration écrite du Conseil fédéral*

du 5 mai 1993

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

*Ueberwiesen – Transmis*

93.3167

**Postulat Caccia  
Analyse der Konsequenzen des EWR-Neins****Postulato Caccia  
Analisi delle conseguenze del voto sullo SEE****Postulat Caccia  
Analyse des conséquences du vote sur l'EEE***Wortlaut des Postulates vom 18. März 1993*

Der Bundesrat wird aufgefordert, eine verwaltungsunabhängige externe Institution mit einer wissenschaftlichen Untersuchung der Konsequenzen des EWR-Neins zu beauftragen. Dabei sollen vor allem die Bereiche der Wissenschaft, der Technologie und der Wirtschaft analysiert werden.

*Testo del postulato del 18 marzo 1993*

Si chiede al Consiglio federale di far allestire un'analisi scientifica delle conseguenze – soprattutto sul piano scientifico, tecnologico ed economico – del voto popolare sullo SEE, tramite un mandato da eseguire all'esterno dell'Amministrazione federale.

*Texte du postulat du 18 mars 1993*

Le Conseil fédéral est prié de faire préparer une analyse scientifique des conséquences – avant tout sur les plans scientifique, technologique et économique – du vote populaire sur l'EEE, au moyen d'un mandat confié à un institut indépendant de l'administration fédérale.

*Mitunterzeichner – Cofirmatari – Cosignataires:* Blatter, Bürgi, Darbellay, David, Ducret, Epiney, Grossenbacher, Raggenbass, Tschopp (9)

*Schriftliche Begründung – Motivazione scritta – Développement par écrit*

Nei primi mesi trascorsi dopo il voto popolare sullo SEE si è avuta conoscenza di non pochi casi di decisioni negative per il futuro scientifico, tecnologico ed economico del nostro Paese, influenzate dalla decisione negativa e ciò malgrado il fatto che lo SEE stesso non è ancora entrato in vigore.

## **Postulat der freisinnig-demokratischen Fraktion Textilindustrie. Zutritt zum EG-Markt**

## **Postulat du groupe radical-démocratique Industrie textile. Accès au marché de la CE**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.3149
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.06.1993 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1397-1398
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 895

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.